

## FERHAT ABBAS

(24 octobre 1899 — 24 décembre 1985, Algérie)

### Figure de l'indépendance algérienne



C'est durant ses études à l'université d'Alger, entre 1926 et 1931, que Ferhat Abbas occupe son premier poste à responsabilité en devenant président de l'Amicale des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (AEMNA) — association fondée en 1927 à Paris pour aider les étudiants maghrébins en France.

Quelques années plus tard, en 1943, il est à l'origine de la rédaction d'un manifeste qui garantit : la liberté et l'égalité, sans distinction de « race » et de religion ; la reconnaissance de l'arabe comme langue au même titre que le français et la liberté de culte selon la loi de la séparation de l'Église et de l'État.

Trois ans plus tard, en 1946, Ferhat Abbas crée l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), un parti politique qui prône « *une république démocratique et sociale, unissant fraternellement tous les Algériens quelles que soient leurs races et leurs religions et donnant à chacun d'eux la parcelle de souveraineté à laquelle il peut légitimement prétendre* ».

En mai 1955, il rejoint secrètement le Front de Libération Nationale (FLN), puis le 25 avril 1956, officialise son ralliement et la dissolution de l'UDMA lors de la conférence de presse au Caire. Le 20 août de la même année, il devient membre titulaire du Conseil National de la Révolution algérienne (CNRA). Il entre au Comité de Coordination et d'Exécution (CCE) en 1957 — le CCE est responsable politiquement devant le CNRA.

En septembre 1958, le CCE est remplacé par le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) et Ferhat Abbas en devient le premier président avant d'être écarté de son poste par Benyoucef Khedda en 1961 car jugé trop laxiste face au gouvernement français.

En 1962, le GPRA négocie les accords d'Évian avec la France en 1962.

Le 20 septembre 1962, Ferhat Abbas est élu président de la première Assemblée nationale constituante, et proclame la République démocratique et populaire d'Algérie le 25 septembre suivant. Il démissionne cependant, en juin 1963, suite à un désaccord sur la politique de « soviétisation » de l'Algérie par Ben Bella. Désaccord qui, la même année, entraîne son exclusion du FLN, et le fait emprisonné à Ardar, au Sahara, pour avoir dénoncé l'« *aventurisme et le gauchisme effréné* » du parti.